Sans billet retour pour le Rwanda ?
Boris Johnson et Paul Kagame forgent des politiques migratoires inhumaines pour leur bénéfice mutuel

Dirk Kohnert [1]

« Billet aller simple pour le Rwanda ? » [2]



Source: *The Herald*, 15 avril 2022

Résumé : La politique populiste de Boris Johnson contre les immigrés et les demandeurs d'asile, jetés dans des camps de détention au Rwanda, risque d'échouer en raison de contraintes légales. Pourtant, son programme politique fonctionnera probablement néanmoins, étant donné la xénophobie croissante parmi son électorat. Contre l'avis des experts, le ministre de l'Intérieur Priti Patel a promis au dirigeant autocratique à Kigali, Paul Kagame, responsable entre autres des meurtres en représailles de son armée (FPR), de transférer un montant initial de £120m pour dissuader les migrants et les faire « s'installer et prospérer » au Rwanda. Cependant, Londres devrait payer beaucoup plus dans le « fonds de transformation et d'intégration économiques » proposé pour le coût actuel. Il est très peu probable que le Rwanda soit en mesure de faire face à des immigrants supplémentaires car il a déjà du mal à accueillir ses propres 130 000 réfugiés. De plus, dans le passé, le Danemark et Israël avaient également tenté en vain d'exécuter des politiques similaires pour se débarrasser des migrants indésirables et les installer au Rwanda et en Ouganda. Le plan de Johnson a rappelé au plus grand historien britannique de l'Allemagne nazie, Sir Richard Evans, du plan d'Hitler de déporter les Juifs à Madagascar. Ainsi, les politiques censées viser le « contrôle de la migration » peuvent ne pas contrôler la migration, mais reconfigurer les sociétés d'accueil potentielles selon des critères ethniques, raciaux, linguistiques et xénophobes. Le fardeau de l'héritage colonial persiste alors que la politique populiste, la culture et le discours public cherchent à repousser les « étrangers ». Cette politique a été relancée et ajustée dans l'ère post-Brexit, comme en témoigne le traitement préférentiel accordé aux migrants ukrainiens. Parce que le racisme fonctionne mieux quand il est ouvertement sélectif. Traiter certains migrants comme « méritants » et d'autres comme « indignes » évite les accusations de racisme. Cela permet aux électeurs racistes d'être trompés en leur faisant croire qu'ils sont personnellement vertueux tout en se livrant secrètement ou inconsciemment à leurs instincts les plus bas.

Mots-clés : Grande-Bretagne, Rwanda, immigration, réfugiés, migration africaine vers la Grande-Bretagne, études postcoloniales, consolidation de la paix, politiques identitaire, nationalisme, xénophobie, discrimination, pauvreté africaine, famine, Afrique subsaharienne, droits de l'homme, Boris Johnson, Paul Kagame

JEL-Code: E24, E26, E61, F22, F24, F35, F52, F54, F66, J46, J61, J71, K37, N17, N37, N47, N97, P16, Z13

---

[1] Dirk Kohnert, expert associé, GIGA-Institute for African Affairs, Hamburg, Allemagne. *Projet*: 18 mai 2022.

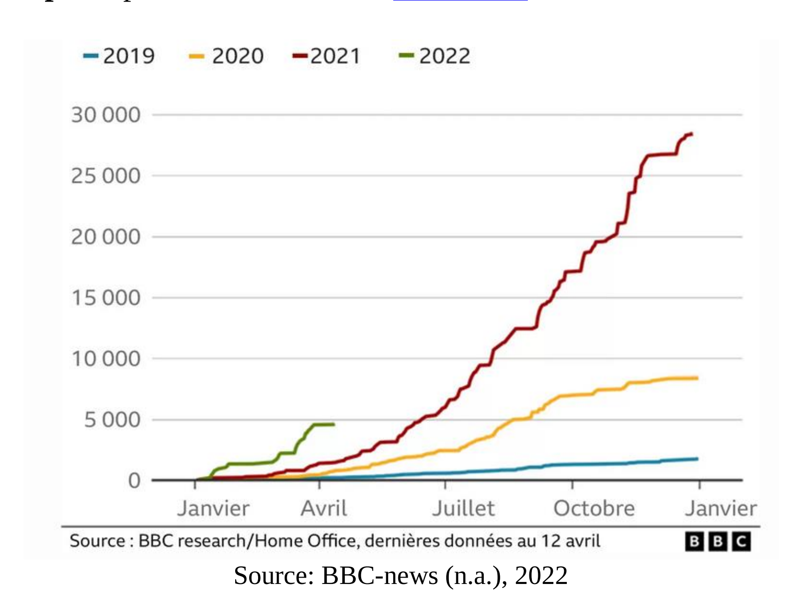
[2] Les projets du gouvernement britannique d'envoyer des migrants de la Manche au Rwanda. Le ministre de l'Intérieur Priti veut réserver l'immigration aux seuls Blancs. – Source: The Herald, (HeraldScotland.com), © (all rights reserved) Camley's Cartoons, Steven Camley.

1. Introduction

La politique d'immigration britannique, comme la politique d'immigration de la plupart des pays riches de l'OCDE, courtise l'immigration d'immigrants hautement qualifiés, tout en décourageant l'immigration de travailleurs peu qualifiés (Joppke, 2020). Dans une nouvelle démarche pour tenir ses promesses, le Premier ministre britannique Boris Johnson a annoncé en avril 2022 que la Grande-Bretagne enverrait « des dizaines de milliers de migrants » de la Manche avec un aller simple dans des camps de détention en Afrique de l'Est au Rwanda pour « s'installer et prospérer ». Pourtant, le bilan des droits de l'homme du pays de destination est terni. Par exemple, ses forces armées (Forces rwandaises de défense, FRD) avaient été accusées par les enquêteurs de l'ONU d'avoir tué des dizaines de centaines de civils à la veille du génocide de 1994 et des massacres consécutifs (Wrong, 2022).

Le 9 mai 2022, le PDG du British Refugee Council, Enver Solomon, a répondu à la décision du gouvernement en la fustigeant comme un traitement cruel, méchant et sans principes des réfugiés en tant que cargaison humaine. Les expulser vers le Rwanda serait également totalement irréalisable et vraisemblablement illégal (Cooney, 2022). Pourtant, ni le gouvernement de Londres ni celui de Kigali ne se souciaient du fait que leur accord serait presque certainement illégal (Syal, 2022). Cependant, selon le ministre de l'Intérieur, Priti Patel, ce « partenariat de migration de premier plan avec le Rwanda » a dû être mis en place, car « *le système d'asile britannique est brisé, car les criminels exploitent et font passer des personnes dans notre pays à des coûts énormes pour les contribuables britanniques. ... Je ne serai pas dissuadé d'agir pour concrétiser les changements pour lesquels le peuple britannique a voté afin de reprendre le contrôle de notre argent, de nos lois et de nos frontières* ». (Cooney, 2022). La direction ministérielle de Patel a nier l'avis d'experts selon lequel le plan d'expulsion, coûtant plus de 120 millions de livres sterling (130 millions d'euros), était un gaspillage d'argent, car il était peu susceptible de dissuader beaucoup de gens. Le transfert d'argent faisait partie d'un premier « fonds de transformation et d'intégration économique ». Cependant, Londres devra payer en plus des coûts opérationnels substantiels (Syal, 2022).

Graph 1: personnes traversant la Manche en bateau, 2019-2022



Source: BBC-news (n.a.), 2022

Les traversées de la Manche par les migrants ont été principalement organisées par des passeurs qui auraient facturé entre 3 000 et 6 000 £ pour une tentative de traversée dans de

petits bateaux souvent volés auparavant. Bien qu'elle ne soit qu'une courte distance, la traversée est dangereuse en raison de forts courants et d'un trafic maritime dense. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), au moins 52 migrants se sont noyés dans la Manche en essayant de rejoindre le Royaume-Uni entre 2018 et 2021 (English Channel migrant crossings (2018–present), Wikipedia).

Graph 2: Distance entre le Royaume-Uni et le pays d'origine des réfugiés

Source: BBC-news (n.a.), 2022

Selon Sir Richard Evans, le principal historien de l'Allemagne nazie, le projet rappelle le plan d'Hitler du "plan Madagascar" nazi, c'est-à-dire de déporter les Juifs européens vers la colonie du régime de Vichy en France, à Madagascar. De plus, l'archevêque de Canterbury, le principal chef de l'Église d'Angleterre, a dénoncé le projet comme impie. Le HCR a exhorté Johnson et son homologue, Paul Kagame, à repenser leurs plans (Cotterill, & Schipani, 2022).

De plus, les remarques de Johnson ont obscurci le traitement instable des réfugiés par le Rwanda dans le cadre de programmes similaires d'expulsion à l'étranger. En outre, son initiative a eu une histoire remarquable de tentatives similaires de « contrôle de la migration ». Par exemple, une initiative israélienne « volontaire » en 2014 pour envoyer des migrants indésirables à Kigali s'est ensuite effondrée. Encore une fois en 2018, un autre programme israélien a échoué, pour « sous-traiter » les déportés africains, dont beaucoup d'Érythréens et de Soudanais fuyant leurs propres régimes africains répressifs, au Rwanda et en Ouganda (Wang, 2022). En 2017, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a averti qu'il y avait beaucoup de « secrets entourant cette politique et le manque de transparence concernant sa mise en œuvre » au Rwanda. En outre, le Danemark a également tenté de conclure un accord de migration avec le Rwanda, mais apparemment, pas un seul migrant n'y a été envoyé jusqu'à présent (Wang, 2022).

Enfin, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique (EUTF), créé en 2015 pour s'attaquer aux causes profondes de la migration irrégulière et des personnes déplacées en Afrique, avait adopté en 2017 un programme controversé de 90 millions d'euros. Officiellement, il s'agissait de renforcer la protection des migrants et de renforcer la gestion des migrations en Libye sur proposition de la Commission européenne (CE, 2017). Cependant, le fonds a été évalué de manière critique par des organisations de défense des droits de l'homme comme OXFAM (2017) car il répondait apparemment plutôt aux besoins européens et à un sentiment d'urgence politique. Le programme a créé une trajectoire nouvelle et inquiétante pour l'aide au développement en établissant des liens étroits avec les politiques migratoires des donateurs

visant à stopper la migration irrégulière vers l'UE. Cela constituait un risque pour la capacité des acteurs du développement à contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités. Les organisations non-gouvernementales (ONG) avaient été très critiques à l'égard du récit, des objectifs et de la mise en œuvre de l'EUTF. Pourtant, malgré leur position désapprobatrice, de nombreuses ONG ont largement bénéficié financièrement du Fonds fiduciaire de l'UE en tant qu'agences de mise en œuvre de projets (Raty & Shilhav, 2020; Szent-Ivanyi, 2021).

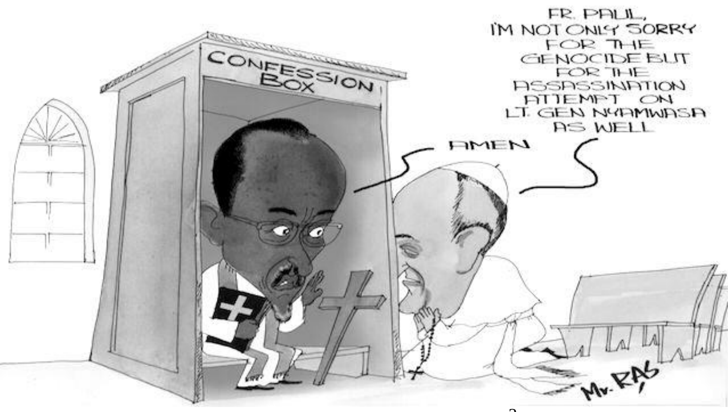
Généralement, l'essence des changements de politique d'immigration en termes d'ouverture ou de restriction, ne diffère pas significativement entre les démocraties et les autocraties. Cependant, les autocraties ont plus de latitude que les démocraties pour ouvrir (ou restreindre) l'immigration en fonction de leurs priorités économiques, géopolitiques ou nationales (Natter, 2018). De plus, l'héritage colonial peut se refléter dans la politique identitaire de manière complexe et indirecte. Par exemple, il se manifeste dans les controverses sur la racialisation de l'appartenance et de la beauté, dans les lectures populaires de l'intersection de la race, de la classe, de la langue et du statut, et dans la formation et le rejet de « nouveaux » régionalismes (Purdeková & Mwambari, 2021).

Ainsi, les frontières coloniales ont établi des entités territoriales au sein desquelles les citoyens ont été classés comme appartenant. Des identités raciales et ethniques ont commencé à se former, parallèlement à la restriction des déplacements sur des territoires donnés. Cela a été considéré comme l'introduction de règles d'immigration en Afrique, en prenant comme exemples des études de cas du Kenya et du Rwanda (Abuya, 2021). Ainsi, les discours médiatiques et sécuritaires peuvent être des armes féroces de propagande, voire une arme de génocide, en redéfinissant les rôles joués par les représentations sociales de l' « autre », de l' « étranger », par exemple propagées par le journal rwandais extrémiste Kangura qui a attisé la haine ethnique à la veille du génocide rwandais de 1990 à 1994 (Fournier, 2020). Un autre exemple est le cas des immigrés banyarwanda au Nord-Kivu en République démocratique du Congo (RDC) (Karaboue, 2017). Aussi, le traitement des immigrés rwandais et burundais en RDC depuis 1960 et les pratiques xénophobes et discriminatoires utilisées à l'encontre des nationaux par les autochtones congolais constituaient des obstacles à l'intégration. Ainsi, les comportements et attitudes désobligeants, hégémoniques et dédaigneux de ces immigrés envers la société d'accueil ont montré que les frontières entre cause et effet sont souvent floues (Florent & Lebon, 2018).

2. Immigrés et réfugiés au Rwanda

L'histoire des migrants au Rwanda a déjà commencé à l'époque coloniale lorsque les Allemands ont commencé, et depuis 2016, les puissances coloniales belges ont traité les Hutu et les Tutsi comme des races différentes avec des prérogatives distinctes. Les Tutsi « aristocratiques » étaient considérés comme semblables aux maîtres « féodaux » des paysans « hutus ». En 1935, ce statut attribué a été cimenté par les Belges en introduisant des cartes d'identité, définissant chaque Rwandais comme appartenant soit aux races tutsi, hutu et twa, soit comme naturalisé (Rwanda history, Wikipedia).

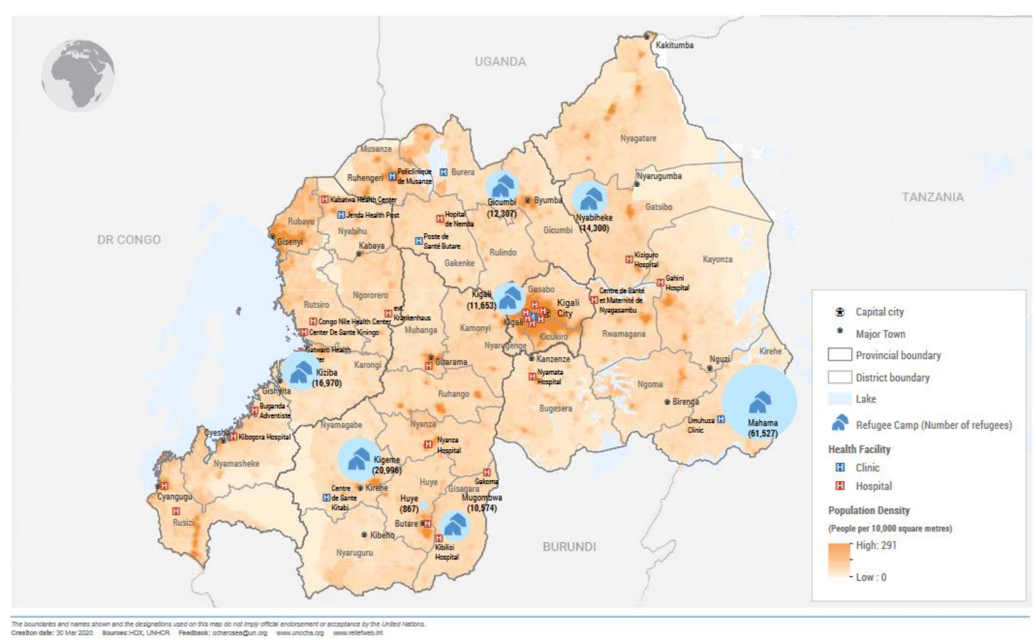
Cartoon 2: Caricature du pape François
« *Hypocrisie sur la tragédie rwandaise* »



Source: Karabayinga, 2016 [3]

En 1962, lorsque le Rwanda a obtenu son indépendance de la Belgique, environ 200 000 Tutsi rwandais avaient quitté leur pays d'origine pour s'exiler dans les États voisins. Les dirigeants ougandais qui avaient auparavant soutenu le droit des réfugiés tutsis à rester sur le territoire ougandais ont été de plus en plus perçus comme une menace pour la citoyenneté nationale ougandaise après l'indépendance (Long, 2011). En outre, l'hostilité envers les réfugiés s'est intensifiée parce que de nombreux Ougandais avaient le sentiment d'être traités comme des citoyens de seconde zone dans leur propre pays (Otunnu, 1999). Le déni des droits politiques des réfugiés tutsis en Ouganda a entraîné leur militarisation (Long, 2011). Plus tard, au milieu des années 1990, les contre-génocidaires rwandais ont empêché en grande partie les populations réfugiées civiles hutues de retourner au Rwanda.

Graph 4: Camps de réfugiés (y compris nombre de réfugiés) et densité de population, Rwanda, mars 2020

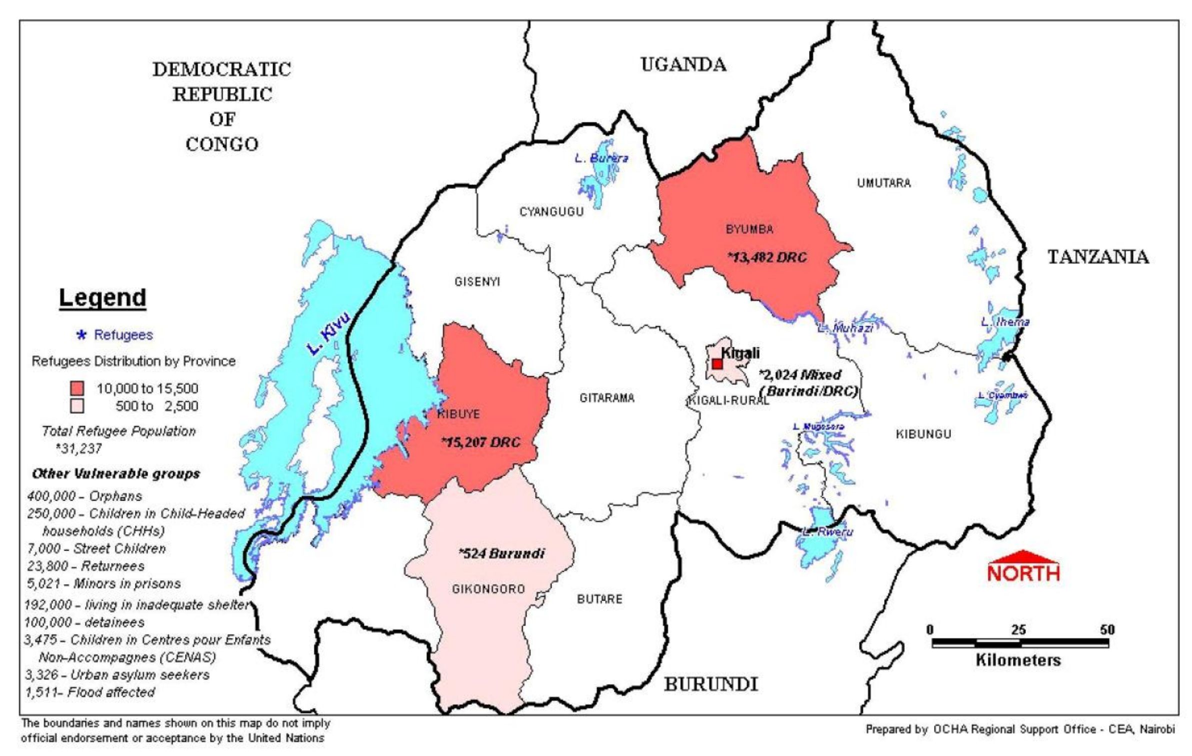


Source: Rwanda, principaux établissements de santé et tanières de population , OCAH, mars 2020

[3] Cartoonist: Mr. RAS, © (all rights reserved).

Ces politiques soulignent à quel point les luttes pour la suprématie et le contrôle démographique font partie intégrante des perceptions rwandaises du pouvoir politique depuis l'indépendance de l'État (Long, 2011). Dans ce contexte, « rentrer à la maison » avait des significations différentes pour différents groupes en fonction de leurs relations historiques avec le pouvoir et le lieu : pour le premier groupe (ceux qui étaient exclus par les frontières coloniales), cela signifiait « la maison » en tant que catégorie culturelle attribuée à des sources externes, parfois l'État d'accueil à leur égard. Pour les seconds, les migrants économiques coloniaux, c'était un territoire qu'ils avaient fui et qu'ils cherchaient à éviter. Pour le troisième, les réfugiés politiques du début des années 1960, c'était une maison imaginaire qu'ils rêvaient et qu'ils pensaient retrouver. Pour le quatrième, les réfugiés des années 1990 c'était le pays qu'ils avaient perdu (Newbury, 2005).

Graph 5: Rwanda, réfugiés, populations affectées par préfecture, 2003



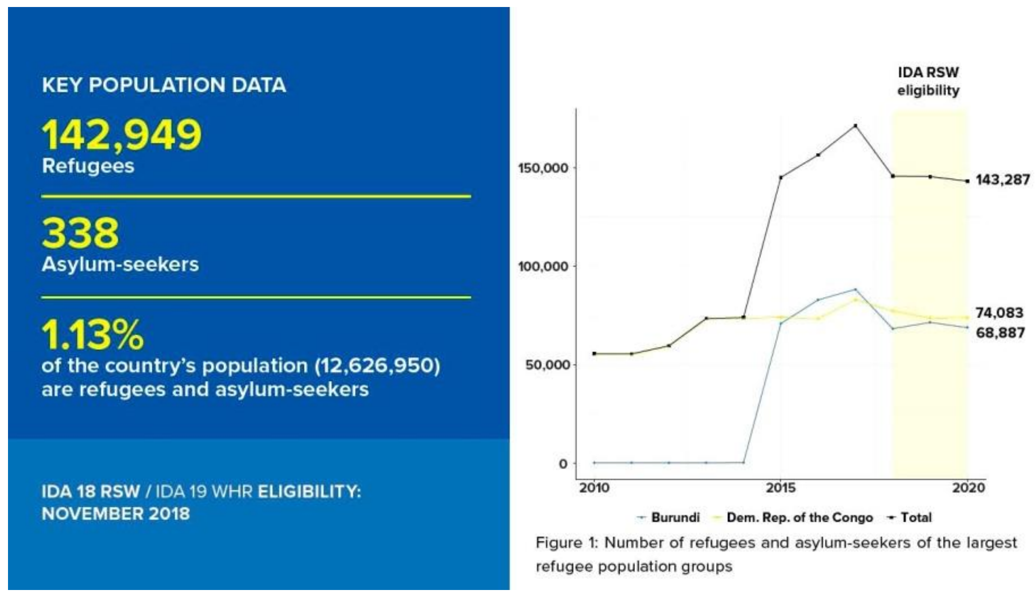
Source: ONU, bureau d'appui régional OCHA, CEA, Nairobi

En décembre 2020, 164 000 personnes avaient obtenu le statut de réfugié au Rwanda selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) (Manirambona, E. et al., 2021). La plupart d'entre eux sont venus depuis 1996 de la RDC et du Burundi. La majorité des réfugiés burundais ont atteint le Rwanda au cours des cinq dernières années en raison des violences liées aux élections au Burundi de 2015, qui ont augmenté de manière significative le nombre de réfugiés de 70 000. La plupart des réfugiés vivent dans six camps dispersés dans tout le pays (UNHCR, 2020). Il a été observé qu'une plus grande interaction (économique) entre les réfugiés et la communauté d'accueil locale augmentait la confiance entre les groupes au fil du temps. En outre, les résidents affirment que le soutien économique et social apporté aux réfugiés joue un rôle clé dans la réduction et la prévention des conflits entre les deux groupes (Fajth et al., 2019). De plus, au fil du temps, les économies de réfugiés résultent de la coopération à l'intérieur de chaque camp. Les structures de ces marchés reflètent le cadre économique dans le voisinage de ces camps. Les réfugiés interagissent étroitement avec la communauté d'accueil bien qu'ils aient souvent été traumatisés par la migration forcée et

vivent dans des conditions de dénuement. Par leur action, les réfugiés en interaction créent une divergence des revenus des ménages de réfugiés au-dessus de l'aide qu'ils reçoivent. En tant qu'effet d'entraînement, le passage de l'aide d'urgence en nature à l'aide en espèces semble augmenter le bien-être des réfugiés et renforcer les liens commerciaux entre les économies des camps et d'accueil (Alloush et al, 2017).

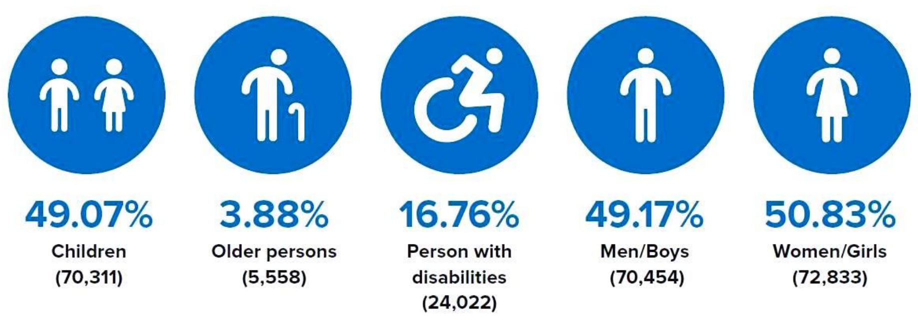
Cependant, l'impact mondial de la pandémie de COVID-19 a également entraîné une baisse des dons au Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies. Cela a à son tour réduit considérablement les rations alimentaires des réfugiés. Les conséquences auront probablement un impact sur les détenus des camps de réfugiés qui dépendent de l'aide humanitaire pour satisfaire leurs besoins alimentaires de base. Ils seront exposés à la faim et à la famine, mettant leur vie en danger en déclenchant des retours forcés, des infections, des conflits sociaux et donc une morbidité et une mortalité plus élevées (Manirambona et al., 2021).

Graph 6: Rwanda : Nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile des groupes de population de réfugiés les plus importants, 2018



Source: UNHCR, 2020: 2.

Graph 7: Caractéristiques des réfugiés et demandeurs d'asile enregistrés dans la population totale de réfugiés au Rwanda au 30 juin 2020



Source: UNHCR, 2020: 12

3. La politique migratoire de Paul Kagame

Paul Kagame, homme politique rwandais et ancien chef militaire, est depuis 2000 le président du Rwanda. Bien que le Rwanda ait été évalué comme une « dictature du développement » par l'Occident (Verwimp, 2000 ; Nahmias, 2011 ; Andersen, 2010), Kagame est intrinsèquement lié tout au long de son mandat de vice-président et de président aux meurtres et disparitions d'opposants politiques, tant en Rwanda et à l'étranger (Friedman, 2012; Paul Kagame, Wikipedia).

Les rapports du département d'État des États-Unis chargé des droits de l'homme sur le Rwanda, d'Amnesty International et de Human Rights Watch ont documenté des exécutions illégales ou arbitraires, ainsi que des disparitions forcées et des actes de torture par le gouvernement rwandais, des conditions de détention difficiles et potentiellement mortelles; détention arbitraire; prisonniers ou détenus politiques, graves restrictions à la liberté d'expression et aux médias, y compris menaces de violence à l'encontre de journalistes, arrestations ou poursuites injustifiées de journalistes, censure etc. (U.S. Department of State, 2022; Human Rights Watch, 2022; Amnesty International, 2022).

La réputation ternie de Kagame a été confirmée lorsqu'il a, déjà en 2014, conclu un accord confidentiel douteux avec Israël qui a suscité une controverse internationale. Apparemment, Tel-Aviv avait proposé aux demandeurs d'asile africains le choix entre une mise en détention ou un aller simple payant vers deux pays présentés comme sûrs : le Rwanda et l'Ouganda. N'ayant guère le choix, près de 4 000 Érythréens et Soudanais sont retournés en Afrique entre décembre 2013 et juin 2017, qualifiés de "départs volontaires" selon le HCR (Broulard, 2022).

Cartoon 3: « Paul Kagame, le dictateur chéri de l'Occident »

Source: Mdogo et Thomas Verfuss,
7 juin 2018·Twitter Web Client), © (all rights reserved)

Au cours des dernières années, Kigali avait accepté de participer à un programme de l'Union africaine (UA) pour sauver les réfugiés et les demandeurs d'asile de la Libye déchirée par la guerre. Pourtant, finalement, il n'a fallu qu'environ 190 d'une promesse initiale de 30 000 immigrants. Il avait également proposé de recevoir des filles afghanes après la prise de contrôle du pays par les talibans en 2021. Mais, selon le HCR, le Rwanda avait déjà du mal à accueillir les plus de 130 000 réfugiés d'ici la fin de 2021, la plupart d'entre eux avaient fui la

République démocratique du Congo (RDC) et du Burundi avoisinantes (Cotterill, & Schipani, 2022). Certains réfugiés au Rwanda n'avaient pas reçu assez d'argent pour acheter suffisamment de nourriture ou de soins de santé selon un officier supérieur de la « Coalition burundaise des défenseurs des droits humains vivant dans des camps de réfugiés ». Apparemment, il y avait même des gens qui venaient de mourir de faim. En 2018, la police rwandaise avait arrêté plus de 60 réfugiés, pour la plupart originaires de la RDC, qui avaient protesté contre la réduction de leurs rations alimentaires, les accusant de « diffusion de fausses informations dans l'intention de créer une opinion internationale hostile contre l'État rwandais ». Selon Lewis Mudge, directeur de l'Afrique centrale à Human Rights Watch, le Rwanda n'a respecté ni l'État de droit ni certains des droits humains les plus fondamentaux. Toute personne même perçue comme critique du gouvernement ou de ses politiques pourrait être ciblée (Cotterill, & Schipani, 2022).

Selon François Gemenne, chercheur spécialisé dans les flux migratoires à Sciences Po (Paris), le dispositif d'expulsion de Johnson concernerait environ 28 000 réfugiés par an, qui seraient renvoyés au Rwanda (Roméo, 2022). Là-bas, le dossier de demande d'asile sera entièrement traité par des agents rwandais, payés par le Royaume-Uni. Autrement dit, l'asile est entièrement externalisé. Si l'asile est accordé, les demandeurs d'asile ne pourront toujours pas se rendre en Grande-Bretagne mais devront s'installer au Rwanda. Cependant, les modalités d'application restent assez floues. Par exemple, on ne sait pas si les requérants seront placés dans des centres de détention, s'il y aura des interprètes et une procédure d'appel disponible. Aussi, Gemenne a rappelé que le Rwanda ne compte pas comme modèle en matière de droits de l'homme. Selon lui, l'accord contrevient au droit d'asile et à la convention de Genève, dont le Royaume-Uni est signataire (Roméo, 2022).

Cartoon 4: « *Visas pour le Rwanda* »
« Paul Kagame épargne, une fois de plus, la chèvre anglophone et le chou francophone » [4]



Source : Damien Glez, 2020, © (all rights reserved)

Laure Broulard prétend au contraire que Kigali offre aux migrants rejetés par le Royaume-Uni trois solutions : Premièrement, retourner dans leur pays d'origine. Deuxièmement, le départ

[4] Damien Glez est un dessinateur et chroniqueur franco-burkinabé de renommée internationale. La caricature fait référence à la demande de Kagame lors d'un sommet Afrique-Royaume-Uni à Londres le 21 janvier 2020, axé sur les conséquences internationales du Brexit, à l'International School for Government du King's College, dans un discours très diplomatique sur la « communauté de valeurs » ou l'opportunité de « réinventer les accords mondiaux de commerce et d'investissement », pour l'exonération du paiement des frais de visa pour les citoyens du Commonwealth, de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et de l'Union Africaine (UA) (Glez, 2020).

vers un pays tiers, et troisièmement, la régularisation et l'installation au Rwanda. Paul Kagame a promis aux migrants qui décident de rester, un logement décent, l'accès à l'aide sociale et à la caisse d'assurance maladie quasi universelle du pays, ainsi que le droit au travail. Tout cela devrait être financé principalement par la Grande-Bretagne (Broulard, 2022). Mais on peut se demander si Londres serait prête à payer les frais de suivi en plus du paiement initial envisagé de 120 millions de livres sterling, qui ressemble plutôt à une forme d'aide budgétaire.

Aussi, peu de réfugiés déportés souhaiteraient rester au Rwanda dans ces conditions. Au contraire, de tels accords sont susceptibles de créer davantage de migrations illégales, étant donné que de nombreux migrants pourraient décider de retourner en Méditerranée pour rejoindre leur pays d'accueil préféré de l'UE, en empruntant la route terrestre passant par le Soudan du Sud, le Soudan et la Libye, ce qui serait un voyage bien plus dangereux que la traversée de la Manche. Bref, le prétendu accord sent bon les vœux pieux et une certaine dose de cynisme de part et d'autre. Néanmoins, Kagame serait également en discussion pour un projet similaire avec le Danemark (Broulard, 2022).

Déjà en décembre 2021, le Danemark avait conclu un accord de principe avec le Kosovo sur un accord de location de 300 cellules de prison au Kosovo afin de réduire la surpopulation carcérale des migrants soumis à l'expulsion après avoir purgé leur peine. Le traité a été signé en avril 2022. Depuis 2015, la population carcérale au Danemark a bondi de près de 20 % et le nombre de gardiens de prison a chuté dans la même proportion, provoquant des problèmes de surpopulation. La déportation vers la prison de Gjilan, située à une cinquantaine de kilomètres de la capitale Pristina, devait commencer en 2023. Copenhague paiera une redevance de 15 millions d'euros par an (€ 210 m à terme) pour louer les cellules (Joly, 2021; Martens, 2022).

4. La politique migratoire de Boris Johnson

Boris Johnson, journaliste britannique né aux États-Unis (New York, 1964) et homme politique charismatique du Parti conservateur, est devenu Premier ministre du Royaume-Uni le 24 juillet 2019. Auparavant, il a été le deuxième maire élu de Londres (2008– 16) et secrétaire d'État aux Affaires étrangères (2016-2018) sous la Première ministre Theresa May. Lors des élections du 12 décembre 2019, le leader populiste a remporté la plus grande victoire du Parti conservateur depuis 1987. La domination presque dysfonctionnelle de Johnson fait de lui un leader dur et efficace. Son comportement souvent non conventionnel et sa hargne rendent ses actions difficiles à prévoir (Landtsheer & Hollander & Maene, 2021; Biographie « Boris Johnson », *Britannica*). De manière machiavélique, il n'hésite pas à utiliser des « faits alternatifs » et même des mensonges grossiers si les choses se gâtent, comme le montre la campagne de « Vote Leave » du Brexit (Kohnert, 2018 ; 2021a). Lorsqu'il travaillait encore comme journaliste, il était connu à Bruxelles, en tant que correspondant britannique qui écrivait des articles faux ou fantaisistes sur l'UE, et en tant que Brexiteer qui aurait écrit une version « Remain » et une version « Exit » de son discours à l'époque du référendum (Landtsheer & Hollander & Maene, 2021).

Le référendum de Johnson sur le Brexit visait en grande partie, sinon entièrement, à réduire l'immigration (Joppke, 2020). La politique d'immigration post-Brexit de Londres a courtisé les immigrants hautement qualifiés tout en s'opposant aux routes migratoires des travailleurs peu qualifiés et en essayant de contrôler les frontières britanniques (Zotti, 2021).

Déjà, lors de la campagne de « Vote Leave » du Brexit en 2016, Boris Johnson s'était engagé à reprendre le contrôle de l'immigration en la restreignant substantiellement (Kohnert, 2018). Il a recommandé d'introduire d'ici 2020 un système d'immigration basé sur des points « à l'Australienne » et de reprendre ainsi le contrôle sur les aspects vitaux du système de sécurité sociale britannique. Pourtant, le système basé sur des points de style australien n'était pas la nouveauté sous laquelle Johnson l'a présenté. Il était en place depuis 2008. Seulement, au fil du temps, il était passé d'un système de « points échangeables » à un système où les candidats retenus devaient « répondre à tous les critères », surtout des compétences et un emploi avec un salaire minimum. La politique d'immigration britannique, à l'instar de la politique d'immigration de la plupart des pays riches de l'OCDE, courtisait les immigrants hautement qualifiés, tout en écartant une voie migratoire pour les travailleurs peu qualifiés (Joppke, 2020).

De plus, le Premier ministre par intérim de l'époque, David Cameroon, a rétorqué que l'Australie avait plus de migration par habitant que le Royaume-Uni. Par conséquent, il pensait que ce serait la mauvaise approche. Carolyn Fairbairn, alors directrice générale de la Confédération de l'industrie britannique (CBI), a ajouté que le Royaume-Uni avait déjà un système basé sur des points pour les migrants non-européens. Apparemment, la décision de Johnson était moins orientée par « l'équité » que par « l'exclusion » en attisant les sentiments émotionnels populistes-nationalistes et xénophobes (Mason & Stewart & Asthana, 2016).

Johnson a qualifié le Rwanda, l'État le plus densément peuplé d'Afrique, comme « l'un des pays les plus sûrs au monde, mondialement reconnu pour son bilan d'accueil et d'intégration des migrants ». Cependant, un stratagème similaire avait échoué près de 20 ans auparavant, lorsque le Premier ministre Tony Blair avait tenté en vain de persuader la Tanzanie de traiter les demandes d'asile britanniques (Cotterill, & Schipani, 2022). En 2009, le Rwanda avait été admis dans le Commonwealth avec le Mozambique, la deuxième nation sans liens historiques formels avec la Grande-Bretagne, dans le but de devenir plus indépendant de la France 15 ans après le génocide rwandais. Les relations extérieures avec Paris avaient été temporairement suspendues en 2006 à la suite de l'inculpation de responsables rwandais par un juge français (Kron, 2009). Ainsi, la politique du leader rwandais Paul Kagame ne visait pas seulement le « contrôle des migrations », mais aussi la reconfiguration de l'État rwandais selon des critères ethniques, raciaux, linguistiques et sociopolitiques.

Le programme d'expulsion de Johnson devait être antidaté pour couvrir tous les immigrants irréguliers arrivés au Royaume-Uni depuis le début de 2022. Le 15 avril 2022, le Premier ministre a promis que les premiers vols pourraient décoller en seulement six semaines (Barrett & Stevens & Pyman, 2022).

Pourtant, une analyse des chiffres du gouvernement a révélé que moins de 200 personnes venues au Royaume-Uni sans autorisation auraient pu être envoyées au Rwanda l'année dernière si l'accord avait déjà été conclu. Il estime qu'en 2022, le nombre ne serait probablement pas beaucoup plus élevé. Tout cela a remis en cause l'affirmation de Johnson selon laquelle des « dizaines de milliers » qui sont arrivés au Royaume-Uni sans autorisation pourraient recevoir un billet aller simple pour le Rwanda (Syal, 2022). Le directeur du groupe de réflexion sur l'identité et l'intégration British Future, ancien secrétaire général de la Fabian Society de renommée internationale, a fait remarquer qu'en général, le soutien de la population britannique à la réduction de la migration n'a pas été moindre depuis des décennies (Maguire, 2022).

L'annonce de Johnson a provoqué une recrudescence de l'immigration irrégulière au Royaume-Uni après une période sans nombre significatif de traversées de la Manche en raison du mauvais temps. En avril, plusieurs centaines de personnes ont fait le déplacement, portant le total à plus de 7 000 au premier mois de 2022. C'était la première fois depuis que le projet de loi sur la nationalité et les frontières, qui définissait le cadre politique général, avait été adopté par le Parlement britannique en juillet 2021 (Walker, 2022). Le projet de loi a finalement été adopté par la Chambre des Lords le 27 avril 2022 et était sur le point de devenir loi, en même temps que les premières actions en justice contre le stratagème d'expulsion de Johnson au Rwanda avaient été déposées. (Syal, 2022).

5. Conclusion

Les pays les moins avancés (LLC), notamment les pauvres d'Afrique et du Moyen-Orient, subiront la plupart des conséquences de la guerre de Poutine en Ukraine, notamment les effets de l'utilisation de la nourriture et de la faim comme arme de guerre. Ils ont déjà été tourmentés par les séquelles de la sécheresse, de la pandémie de COVID-19 et du terrorisme islamiste. Leur position déjà affaiblie sera exacerbée par les retombées de l'agression russe en Ukraine, qui aggravera encore la faim et la pauvreté en Afrique. Ceci, d'autant plus que l'aide internationale au développement pour l'Afrique risque de diminuer par une réorientation massive de l'aide vers le réarmement. Tout cela va accélérer le mouvement des réfugiés vers l'Europe, y compris le Royaume-Uni (Kohnert, 2022).

La vague de réfugiés ukrainiens, déplacés par la guerre en cours, a créé une solidarité inattendue et sans précédent entre les États européens voisins. Même le groupe de Visegrád de l'UE, qui jusqu'ici refusait de coopérer avec la politique d'immigration de l'UE et d'accueillir des réfugiés, a fait preuve d'une unanimité exemplaire pour accueillir les Ukrainiens, principalement des jeunes femmes, des enfants et des personnes âgées.

Le Royaume-Uni a été largement critiqué pour ne pas autoriser autant de réfugiés ukrainiens à entrer que d'autres pays européens. Par exemple, ils avaient été contrecarrés par une guéguerre de paperasse excessive. Ainsi, les réfugiés ukrainiens ont été invités à postuler auprès d'un centre de demande de visa (VAC) dans des pays comme la Pologne, la Roumanie, la Hongrie et la Moldavie, y compris la fourniture d'informations biométriques, telles que les empreintes digitales. Les réfugiés titulaires d'un passeport ukrainien se sont vu proposer une demande en ligne avec des informations biométriques fournies après leur arrivée au Royaume-Uni. Pourtant, au 7 avril 2022, la Grande-Bretagne avait délivré 28 500 visas dans le cadre de ce programme à partir de 36 300 demandes. Seuls 10 800 sont arrivés dans le cadre de ce programme jusqu'à présent (BBC, 2022).

Par rapport au traitement restrictif des autres réfugiés, notamment les non-blancs d'Afrique, les réfugiés ukrainiens bénéficiaient néanmoins d'un traitement préférentiel bien qu'ils ne fassent pas partie des immigrés hautement qualifiés officiellement courtisés. Au contraire, ils s'inscrivaient dans le groupe des travailleurs peu qualifiés ou des personnes dépendantes et âgées qui pèseraient certainement sur le système de sécurité sociale britannique.

Cela peut indiquer que le gouvernement britannique, suivant les sentiments populaires de son électorat, a toléré ou même implicitement promu des tendances racistes dans sa politique d'immigration. En revanche, le rejet des travailleurs migrants des pays de l'Europe de l'Est (Roumanie, Bulgarie et Pologne), appartenant à la même sphère culturelle européenne, a été

l'un des enjeux majeurs des campagnes électorales populistes de Johnson. La rhétorique d'économiser de l'argent en limitant leurs demandes d'allocations était un point fort de la campagne « Leave » qui a précédé le vote sur le Brexit (Bejan, 2019).

Les migrants roumains et bulgares au Royaume-Uni, estimés à un demi-million en 2019, ont une longue histoire de discrimination au travail (Bejan, 2019). Ils ont été étiquetés migrants A2/UE2 lorsque la Roumanie et la Bulgarie ont rejoint l'Union européenne en 2007. Londres a immédiatement imposé des limites de migration transitoires visant à les empêcher d'accéder librement aux marchés du travail nationaux pendant une période de sept ans. De plus, les ressortissants de l'UE2 n'étaient autorisés à travailler qu'en tant qu'indépendants et étaient confinés à des secteurs spécifiques du marché du travail, notamment la construction et l'industrie hôtelière. La majorité des migrants roumains et bulgares en Grande-Bretagne (61 %) occupaient des emplois peu rémunérés, contre 43 % des locaux. Aussi, 61 % des ressortissants A2 travaillaient plus de 40 heures par semaine, contre 32 % de leurs homologues britanniques (Bejan, 2019).

Le plan d'expulsion de Johnson et Priti Patel sent le racisme politique contre les réfugiés vulnérables, émergeant d'un calcul cynique concernant le racisme électoral qui a longtemps éclairé la stratégie du Parti conservateur (Shaw, 2022). L'idée d'exploiter le racisme en collaboration avec les immigrés est devenue à la mode dans la droite politique dans les années 1950, soutenue par les médias de masse populistes, et apaisée par le Parti travailliste, selon les besoins politiques de l'époque. Cette politique a été revitalisée et adaptée dans l'ère post-Brexit, comme le montre l'exemple du traitement préférentiel des migrants ukrainiens, car le racisme fonctionne mieux s'il est ouvertement sélectif. Traiter certains migrants comme « dignes » et d'autres comme « non méritants » permet d'éviter l'accusation de racisme. Il permet aux électeurs racistes avoués et implicites de croire qu'ils sont personnellement vertueux tout en soutenant furtivement ou inconsciemment leurs pires instincts (Shaw, 2022).

Bibliographie

Abuya, Kennedy (2021): Impact of colonial legacy on immigration policy framework of Kenya and Rwanda and present implications to the EAC. University of Dar es Salaam, Tanzania-German Centre for Legal Studies, January 2021, pp. 1-12

Alloush, Mohamad et al (2017): Economic life in refugee camps. *World Development*, vol. 95, pp. 334-347

Amnesty International (2022): Rwanda 2021. London: ai

Andersen, Regine (2010): How multilateral development assistance triggered the conflict in Rwanda. *Third World Quarterly*, vol. 21 (3), pp. 441-456

Barrett, David & John **Stevens** & Tom **Pyman** (2022): Boris Johnson wants first migrant flight to Rwanda in six weeks. London: *Daily Mail*, 15 April 2022

BBC (2022): How do the UK's schemes for Ukrainian refugees work? - *BBC News*, *Reality Check*, 8 April 2022 (no author indicated)

BBC-news (n.a.) (2022): Migration : le Royaume-Uni va donner aux demandeurs d'asile un billet aller-simple pour le Rwanda. *BBC-news*, *Afrique*, 14 April 2022 (author not given, presumably Cyuzuzo Samba, BBC Grands Lacs)

Bejan, Raluca (2019): Johnson's withdrawal agreement fails Romanian and Bulgarian migrant workers. Berlin: *Verfassungsblog – on Matters Constitutional*, 3 November 2019

Bloom, Tendayi (2019): When migration policy isn't about migration: Considerations for implementation of the global compact for migration. *Ethics & International Affairs, 33*(4), 481-497, 6 December 2019

Broulard, Laure (2022) : Au Rwanda, la diplomatie migratoire de Paul Kagame. *Le Monde*, 6 May 2022

Camley, Steven (2022): Camley 's take on the UK Government's plans to send Channel migrants to Rwanda. Camley's Cartoons, *The Herald*, (*HeraldScotland.com*), 15 April 2022

Cooney, Christy (2022): First refugees to be told this week of their relocation to Rwanda. London: *The Guardian*, 9 May 2022

Cotterill, Joseph & Andres **Schipani** (2022): UK deportation plan puts Rwanda's treatment of refugees back in focus. *Financial Times* (FT), 15 April 2022

EC (2017): EU Trust Fund for Africa adopts €90 million programme on protection of migrants and improved migration management in Libya. Brussels: EU economic council, Press release, 12 April 2017

Fajth, Veronika & Özge **Bilgili** & Craig **Loschmann** & Melissa **Siegel** (2019): How do refugees affect social life in host communities? The case of Congolese refugees in Rwanda. *Comparative Migration Studies* (CMS), vol. 7, 33, pp. 1-21

Florent, Munenge Mudage & Mangaiko Mudage **Lebon (2018) :** La problématique d'intégration des migrants ressortissants du Rwanda et du Burundi en République Démocratique du Congo. *European Scientific Journal*, vol 14 (5), pp. 299-327

Fournier, Nina (2020): Rwanda: «L'ennemi est toujours là parmi nous et n'attend que le moment propice pour tenter encore de nous liquider». Discours (in) sécuritaire et finalités sociétales: *Cahiers internationaux de sociolinguistique*, N° 17 (1), pp. 51-74

Friedman, Andrew (2012): Kagame's Rwanda: Can an authoritarian development model be squared with democracy and human rights. *Third World Approaches to International Law Oregon Review of International Law*, vol. 13, pp. 253-277

Glez, Damien (2020) : Visas pour le Rwanda : Paul Kagame ménage la chèvre anglophone et le chou francophone. *Jeune Afrique*, 22 janvier 2020

Human Rights Watch (2022): Rwanda – Events of 2021. New York: HRW World Report 2022, country chapter Rwanda

Joly, Josephine (2021): Denmark agrees €15 million deal to rent prison cells in Kosovo. *Euronews*, 21 December 2021

Joppke, Christian (2020): Immigration in the populist crucible: comparing Brexit and Trump. *Comparative Migration Studies*, vol. 8 (4), pp. 1-18

Karabayinga, Jerome (2016): Pope Francis' cartoon in Ugandan New Vision Highlights Hypocrisy on Rwandan tragedy. *Ugandan New Vision*, 20 December 2016

Karaboue, Karidia (2017) : Le phénomène migratoire et son impact sur la vie sociale et politique. Cas des Banyarwanda immigrés au Nord-Kivu en République Démocratique du Congo au début du 20ème siècle. *Amministrativ@ mente - Rivista scientifica trimestrale di diritto amministrativo*, N. 3-4, pp. 1-12

Kohnert, Dirk (2009): New Nationalism and Development in Africa - review article. *Africa Spectrum*, vol. 44 (2009) 1: 111-123

Kohnert, Dirk (2018): More equitable British post-Brexit Africa relations: doomed to fail?, *Africa Spectrum*, vol. 53 (2), pp. 119–130

Kohnert, Dirk (2022): Will Putin's Ukraine war provoke famine and upheaval in Africa? MPRA WP, No. 112767

Kohnert, Dirk (2021): The socio-economic impact of Brexit on CANZUK and the Anglosphere in times of Corona : The case of UK, Canada, Australia and New Zealand. SSRN-WP, Nr. 3854401

Kohnert, Dirk (2021a): The Brexit hammer : repercussions for the US and transatlantic relations in times of Corona. MPRA WP, No. 109344

Kron, Josh (2009): Rwanda joins the Commonwealth. *New York Times*, 28 November 2009

Landtsheer C. & Sh. **Hollander** & P. **Maene** (2021): Brexit and political personality: The psychological profiles of Boris Johnson and Jeremy Corbyn. *Polis. Political Studies*. No. 6. pp. 122-136

Long, Katy (2011): Rwanda's first refugees: Tutsi exile and international response 1959–64. *Journal of Eastern African Studies*, vol. 6 (2), pp. 211-229

Mason, Rowena & Heather **Stewart** & Anushka **Asthana** (2016): Boris Johnson insists immigration pledge is not bid to oust Cameron. London: *The Guardian*, 1 Jun 2016

Maguire, Kevin (2022): 'Boris Johnson's cruel Rwanda refugee ploy is no get out of jail free card'. *Mirror* (news), 17 Apr 2022

Manirambona, E. et al. (2021): Impact of the COVID-19 pandemic on the food rations of refugees in Rwanda. *International Journal for Equity in Health, vol. 20 (107), pp. 1-4*

Martens, Michael (2022): Alcatraz am Amselfeld. *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (faz), 12 May 2022, p. 5

Nahmias, Gabriel C.J.M. (2011): Relative democracy: Rwandan perspectives on representative government. *Independent Study Project (ISP) Collection*. 1348

Natter, Katharina (2018): Autocratic immigration policymaking: the illiberal paradox hypothesis. Leiden University, *International Migration Institute network*, Working Papers Paper 147, November 2018

Newbury, D. (2005): Returning refugees: Four historical patterns of "coming home" to Rwanda. *Comparative Studies in Society and History*, vol. 47(2), pp. 252-285

Otunnu, Ogenga (1999): Rwandese refugees and immigrants in Uganda. In: Adelmann, Howard & Astri Suhrke (eds.)(1999): The path of a genocide: The Rwanda crisis from Uganda to Zaire. London: Routledge, pp. 3-30

OXFAM (2017): An emergency for whom? The EU emergency Trust Fund for Africa – migratory routes and development aid in Africa. Oxford: OXFAM Briefing Notes, November 2017

Purdeková, A. & D. **Mwambari** (2021): Post-genocide identity politics and colonial durabilities in Rwanda. *Critical African Studies*, pp. 1-19

Raty, Tuuli & Raphael **Shilhav** (2020): The EU Trust Fund for Africa - Trapped between aid policy and migration politics. Oxford: *Oxfam International*, January 2020

Roméo, Lou (2022) : Boris Johnson « semble engagé dans une logique de 'quoi qu'il en coûte » contre l'immigration. *FRANCE 24*, 18 April 2022

Shaw, Martin (2022). The Rwanda scheme: electoral racism to policy racism. *Bylin Times*, 19 April 2022

Szent-Ivanyi, Balazs (2021): Practising what they preach? Development NGOs and the EU's Emergency Trust Fund for Africa. *Third World Quarterly*, vol. 42 (2), pp. 2552-2571, September 2021

Syal, Rajeev (2022): Priti Patel's Rwanda asylum seeker plan faces first legal challenge. *The Guardian*, 27 April 2022

UNHCR (2020): Rwanda - Refugee policy review framework - Country summary as at 30 June 2020. UNHCR

U.S. Department of State (2022): 2021 Country reports on human rights practices: Rwanda. Washington D.C., Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor, 2022, pp. 1-45

Verwimp, Philip (2000): Development ideology, the peasantry and genocide: Rwanda represented in Habyarimana's speeches. *Journal of Genocide Research*, vol. 2 (3), pp. 1-49

Walker, Peter (2022): Legal cases may explain why Rwanda plan is not working, suggests No 10. *The Guardian*, 3 May 2022

Wrong, Michela (2022): Britain's migrant deal with Rwanda is a boon to Kagame. London: *Financial Times* (FT), 14 April 2022

Wrong, Michela (2021): Do not disturb: The story of a political murder and an African regime gone bad. New York: *PublicAffairs*, p. 512, 30 March 2021

Zotti, Antonio (2021). The immigration policy of the United Kingdom: British exceptionalism and the renewed quest for control. In: **Ceccorulli**, M., **Fassi**, E., **Lucarelli**, S. (eds) (2021): The EU migration system of governance. The European Union in international affairs. Palgrave Macmillan, Chapter 3

Abstract: Boris Johnson’s populist policy against immigrants and asylum seekers, dumped in detention camps in Rwanda, may not succeed because of legal constraints. Yet, his political agenda will probably work nevertheless, given the growing xenophobia among his electorate. Against expert advice, Home Secretary Priti Patel promised the autocratic ruler in Kigali, Paul Kagame, responsible among others for retribution killings of his army (RPF), to transfer an initial £120m to deter the migrants and to make them 'settle and thrive' in Rwanda. However, London would have to pay much more in the proposed 'economic transformation and integration fund' for the current cost. It is highly unlikely that Rwanda will be able to cope with additional immigrants as it is already struggling to accommodate its own more than 130,000 refugees. Moreover, in the past, also Denmark and Israel had tried in vain to execute similar policies to get rid of undesirable migrants and settle them in Rwanda and Uganda. Johnson's scheme reminded Britain's foremost historian of Nazi Germany, Sir Richard Evans, of Hitler's ploy to deport Jews to Madagascar. Thus, policies purported to aim at 'migration control' may not control migration, but reconfigure potential host societies along ethnic, racial, linguistic, and xenophobe lines. The burden of colonial heritage persists in attempts to reject 'strangers' through populist politics, culture and public discourse. This policy was revived and adjusted in the post-Brexit era, as exemplified by the preferential treatment given to Ukrainian migrants. Racism works best when it's overtly selective. Treating some migrants as “worthy” and others as “undeserving” avoids accusations of racism. It allows racist voters to be fooled into believing that they are personally virtuous while secretly or unconsciously indulging their basest instincts.

Zusammenfassung: Boris Johnsons populistische Politik gegen Einwanderer und Asylsuchende, die in Ruanda in Internierungslagern inhaftiert werden sollen, droht an rechtlichen Zwängen zu scheitern. Dennoch wird seine politische Agenda angesichts der wachsenden Fremdenfeindlichkeit unter seiner Wählerschaft wahrscheinlich trotzdem funktionieren. Gegen den Rat von Experten versprach Innenminister Priti Patel dem autokratischen Führer in Kigali, Paul Kagame, der unter anderem für die Vergeltungsmorde seiner Armee (RPF) verantwortlich ist, eine Anfangsfinanzierung von £120m, um Migranten abzuschrecken und sie dazu zu bringen, sich in Ruanda ‚niederzulassen und zu gedeihen‘. Allerdings müsste London für die laufenden Kosten deutlich mehr in den vorgeschlagenen „Fonds für wirtschaftliche Transformation und Integration“ einzahlen. Es ist höchst unwahrscheinlich, dass Ruanda mit zusätzlichen Einwanderern fertig wird, da es bereits Schwierigkeiten hat, seine eigenen 130.000 Flüchtlinge unterzubringen. Darüber hinaus hatten Dänemark und Israel in der Vergangenheit ebenfalls erfolglos versucht, eine ähnliche Politik durchzuführen, um unerwünschte Migranten loszuwerden und sie in Ruanda und Uganda anzusiedeln. Johnsons Plan erinnerte den führenden britischen Historiker von Nazi-Deutschland, Sir Richard Evans, an Hitlers Plan, Juden nach Madagaskar zu deportieren. Daher kann eine Politik, die angeblich auf „Migrationskontrolle“ abzielt, die Migration möglicherweise nicht kontrollieren, sondern potenzielle Aufnahmegesellschaften entlang ethnischer, rassischer, sprachlicher und fremdenfeindlicher Linien neu konfigurieren. Die Last des kolonialen Erbes besteht fort im Bestreben, „Außenseiter“ durch populistische Politik, Kultur und öffentlichen Diskurs abzuweisen. Diese Politik wurde in der Post-Brexit-Ära wiederbelebt und angepasst, wie das Beispiel der bevorzugten Behandlung ukrainischer Migranten zeigt. Denn Rassismus funktioniert am besten, wenn er offen selektiv ist. Einige Migranten als „würdig“ und andere als „unwürdig“ zu behandeln, vermeidet den Vorwurf des Rassismus. Es ermöglicht rassistischen Wählern glauben zu machen, dass sie persönlich tugendhaft sind, während sie heimlich oder unbewusst ihren niedrigsten Instinkte frönen.